



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E-mail : communistes@sitecommunistes.org

09/06/2022

Dimanche, faites un vote de lutte et un vote pour le changement de politique.

Les législatives approchent, Macron n'en finit pas de monter au créneau après sa visite à Cherbourg autour de la santé et à Marseille sur l'école, vendredi il donnait une longue interview sur sa « *nouvelle méthode* », annonçant l'instauration d'un Conseil National de la Refondation. Une perspective floue sensée refléter une « *mise au service du terrain* », il réunira « *les forces politiques, économiques, sociales, associatives, des élus des territoires et de citoyens tirés au sort* » pour « *identifier les besoins et bâtir de nouveaux projets* ». Il n'a rien inventé Hollande en 2012 avait créé « *la Grande conférence sociale* »... qui aboutira à la satisfaction des revendications patronales.

Macron agite la promesse de concertations pour le nouveau quinquennat, un dispositif qui évoque la Convention Citoyenne pour le Climat après des mois de concertations, les mesures proposées par cette dernière avaient finalement été réduites à peau de chagrin par le gouvernement. Dans cette continuité, le *Conseil national de Refondation*, sera entièrement subordonné aux projets de Macron et du patronat ils espèrent intégrer par ce biais une partie des corps intermédiaires. Les projets sont déjà tranchés sur le fond. Macron explique que ce sera « *l'instance dans laquelle nous ferons vivre nos réformes* », il précise « *la réforme des retraites entrera en vigueur dès 2023* ». Il en va de même pour les « *réformes* » sur le terrain de la santé, de l'éducation et de l'écologie, présentées comme les priorités du gouvernement avec la volonté de bien poursuivre et d'intensifier la casse et la privatisation des services publics et de défendre les intérêts capitalistes quoi qu'il arrive.

Avec ses « *concertations* », son « *dialogue social* » Macron tente d'étouffer la colère des salariés, il craint des explosions sociales et toutes ces manœuvres ne suffiront pas à calmer la colère actuelle, promise à se renforcer avec la situation qui s'aggrave de jour en jour.

*L'inflation attise les tensions autour des salaires. Sur ce plan, le gouvernement tente déjà de donner des gages avec son projet de loi sur le pouvoir d'achat, et non sur les salaires, dimanche, Bruno Le Maire assumait à ce propos le fait que le chèque alimentaire, mesure phare du projet de loi, était « *compliqué à mettre en œuvre* ».

*Les salariés de l'énergie se mobilisaient ce jeudi 2 juin, près de 50 % de grévistes comme à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

* Grève dans la santé face au manque de moyens. L'été 2022 s'annonce extrêmement difficile avec plus de 120 services d'urgences contraints de limiter leur activité ou de fermer faute de professionnels, ce qui représente près de 20% des structures d'urgences françaises ! Tous les établissements sont touchés, qu'il s'agisse des CHU ou des hôpitaux de proximité. 60 000 postes d'infirmiers sont vacants dans toute la France et il faut 25% de médecins urgentistes supplémentaires pour garantir un accueil de qualité aux urgences. Les mobilisations avaient commencé en 2019 pour dénoncer la situation. Macron a continué la casse avec le Ségur de la santé, près de 17 500 lits ont fermé en 5 ans et cela pendant la période de pandémie...

*Le 31 mai appel à la grève dans le travail social pour les salaires et les conditions de travail. C'est la cinquième date de mobilisation de ce secteur très dégradé qui ne décolère pas. Face à un gouvernement qui reste sourd à toutes ces alertes. En 2021 : 65 000 postes demeuraient non pourvus...Le journal Latribune expliquait crument « *Pour les thèses néolibérales, rappelons-le, l'intérêt général n'existe pas. Aussi, selon ses promoteurs, l'action de l'État représente un problème en soi, car elle est l'incarnation de cet intérêt général. Elle doit par conséquent être limitée au maximum... Tout cela implique une remise en question de l'ensemble des politiques publiques, qui doivent être repensées selon cette logique.*

* Dans l'enseignement, un rapport sénatorial pointait « *le manque d'attractivité du métier d'enseignant, de plus en plus pénible, mal considéré et faiblement rémunéré, en dessous de la moyenne européenne* ». Le

document notait une baisse de 15 à 25% du salaire des enseignants au cours des vingt dernières années. Dans un rapport de la cour des comptes, au collège et au lycée, près de 10% des heures de cours ont été "*perdues*" en raison de professeurs non remplacés. Un rapport de la Dares, quelque 68.000 postes d'enseignants resteront non pourvus d'ici à 2030....

* Les crèches manquent de 30 000 professionnels...

On peut continuer la liste, les problèmes sont connus et « *identifiés* ». Nous n'avons rien à attendre de ce « *Conseil National de la refondation* » laissant la main libre au patronat et à tous ceux qui le servent. La seule force qui empêchera l'aggravation de la politique actuelle, c'est celle des travailleurs et du peuple. Il va falloir agir, lutter, se rassembler pour bloquer ce qui se prépare et imposer la satisfaction des revendications. Il n'y a que la lutte pour s'opposer à cette politique, luttes sociales pour faire reculer le capital, lutte politique pour l'éliminer. C'est le chemin incontournable pour changer véritablement de politique, il faut prendre le pouvoir économique par la possession des moyens de production et d'échange, en confier la gestion à la nation. Prendre le pouvoir politique en luttant contre les serviteurs du capital.

Il faut des députés révolutionnaires pour représenter la classe ouvrière et le peuple au Parlement, des députés qui se battent contre les plans Macron, pour changer radicalement de politique, une politique qui réponde aux besoins sociaux, aux revendications. Dimanche 12 juin, voter pour les candidat(e) s du Parti Révolutionnaire Communistes, c'est exprimer un vote de lutte. Là où nous n'avons pas de candidat(e), utilisez le bulletin à votre disposition sur notre site : sitecommunistes.org.